



CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2012

FACILITE D'APPUI AUX
INVESTISSEMENTS AGRICOLES DANS
LES DEPARTEMENTS DU MONO,
COUFFO, ATACORA ET DONGA

BEN1002211 - FAIA



ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
1.1 FICHE PROJET	6
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	6
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	7
1.4 RESUME	7
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	8
2.1 CONTEXTE	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	9
2.2 OUTCOME	10
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	14
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	14
2.3 OUTPUT 1	17
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	20
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	20
2.4 OUTPUT 2	21
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	23
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	23
2.5 OUTPUT 3	24
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	26
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	26
2.6 OUTPUT 4	27
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	27
2.6.2 <i>Exécution budgétaire</i>	29
2.6.3 <i>Critères de qualité</i>	29
3 THEMES TRANSVERSAUX	30
3.1 GENRE	30
3.2 ENVIRONNEMENT	30
3.3 AUTRE : ECONOMIE SOCIALE	31
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	32
4.1 PLAN D'ACTION	32
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	33
5 ANNEXES	34
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	34
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	35
5.3 APERÇU DES MORERESULTS	36

5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	37
5.5	RESSOURCES	39
5.6	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	41

Acronymes

ADEFIH	Appui au Développement de la Filière Halieutique
AFD	Agence Française de Développement
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
ATN FA	Assistant Technique Financement Agricoles
ATN FP	Assistant Technique National Finances Publiques
ATN MO	Assistant Technique National Maitrise d'Ouvrage
ATI FL	Assistant Technique International Finances Locales
ATI MFA	Assistant Technique International Mécanismes de Financement Agricoles
BM	Banque Mondiale
BDS	Business Development Center
CeCPA	Centre Communal pour la Promotion Agricole
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole
(SP)/CONAFIL	Secrétaire Permanent / Commission Nationale des Finances Locales
EST	Expertise Sectorielle et Technique
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DeLOG	Decentralisation and Local Governance
DET	Diagnostic Economique territorial
DIO	Diagnostic institutionnel et organisationnel
DTF	Dossier Technique et Financier
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FAFA MC	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans le Mono et le Couffo
FAFA AD	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans l'Atacora et la
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FODEFI	Fonds de Développement des Filières
FOREVA	Fonds Régional de Vulgarisation Agricole
FoTRADA	Fonds Transitoire de Développement Agricole
GEL	Guichet d'Économie Locale
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IGF	Inspection Générale des Finances
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MDGLAAT	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
M&E	Monitoring and Evaluation
MIP	Microprojet
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PAFIRIZ	Projet d'Appui à la Filière Riz
PDC	Plan de Développement Communal
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
ONS	Office National de Soutien aux revenus agricoles
OP	Organisations Paysannes
OPA	Organisations Paysannes Agricoles
PACER	Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale

PADA	Projet d'Appui au Développement Agricole
PAFIRIZ	Projet d'Appui à la Filière Riz du Bénin
PAPDC	Projet d'Appui aux Plans de Développement Communaux
PEV	Projet Economiquement Viable
PNIA	Plan National d'Investissements Agricoles
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PPP	Partenariat public-privé
PROCAD	Programme Cadre d'Appui au Développement
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SDE	Services Déconcentrés Etatiques
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement (StichtingNederlandseVrijwilligers)
SONAPRA	Société Nationale de Promotion Agricole
SPEC	Structure de Promotion de l'Economie Communale
UE	Union Européenne
UGF	Unité de Gestion de la Facilité
URPA	Union Régionale des Producteurs d'Anacarde
URPR	Union Régionale des Producteurs de Riz

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles dans les Départements de Mono, Couffo, Atacora et Donga
Code du projet	BEN 10 022 11
Emplacement	République du Bénin
Budget	11 millions d'euros
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Date de la Convention de mise en œuvre	25août 2011
Durée (mois)	60 mois
Groupes cibles	La population au niveau des communes, les opérateurs privés actifs dans les filières concernées, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et institutionnels
Impact ¹	Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural
Outcome	Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, Couffo, de l'Atacora et de la Donga
Outputs	La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris
	Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières agricoles
	Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention
	Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles

1.2 Performances du projet

	Efficienne	Efficacité	Durabilité
Outcome :Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, Couffo, de l'Atacora et de la Donga	C	C	B
Output 1 :La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris	C	C	B
Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières agricoles	C	C	B
Output 3 :Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	C	C	B

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Output 4 : Des mcanismes institutionnels sont dfinis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le dveloppement des filires agricoles	C	C	B

1.3 Exécution budgtaire

Budget total	Budget 2012	Dépenses total au 31/12/12	Taux de dcaissement 2012	Taux d'exécution financire (durée projet)
11.000 000	895 000	654120	73%	5.9%

Le budget total a été proposé en Q4 2011. A cette date, l'UGF n'tait pas encore mise en place. Seul lerecrutement du responsable nationale été achevé. Par consquent, ce budget n'a pas pu être adapté par les membres de l'équipe FAIA selon une dmarche participative car ils ont pris fonction au cours du Q2 et Q3 2012.

La diffrence s'explique par le retard constaté dans la passation des marchs publics pour plusieurs DAO (voir supra) et la ralisation des actions structurantes dans le cadre de la prparation des instruments d'opérationnalisation des activits (mcanismes de financement, prparation DAO, notes stratgiques, synergies/complémentarités avec d'autres projets intervenant dans le secteur, actions de communication et de dialogue avec les partenaires nationaux et locaux).

1.4 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> La FAIA a démarré ses activits en 2012 suite à la prise de fonction du personnel international et national en Q2 et Q3.
<ul style="list-style-type: none"> Les activits menées en 2012 sont des activits typiques d'un projet en phase de démarrage : planification opérationnelle et financire participative, réflexions stratgiques et opérationnelles conjointes au sein de l'équipe FAIA, prparation des termes de rférence, lancement DAOs, lancement, ralisation et validation de l'étude de rférence, communication et dialogue stratgique avec les partenaires etc.
<ul style="list-style-type: none"> La FAIA s'inscrit dans une approche programme et intersectorielle (agriculture et dcentralisation) et se veut par consquent être un projet en synergie avec les autres projets de la CTB dans le secteur agricole (FAFA/MC, FAFA/AD, AIMAEP, PAFIRIZ, ASPS) et de capitalisation des acquis du PAPDC.
<ul style="list-style-type: none"> Elle vise à travers son intervention à renforcer les mcanismes nationaux de financement du dveloppement (FNDA, FADeC) et concrétise par ses interventions, le partenariat public-privé
<ul style="list-style-type: none"> La mise en place des mcanismes de financement nationaux d'investissement est un processus complexe et requiert un investissement pdagogique consistant dans un appui au dialogue et aux réflexions conjointes des acteurs impliqués au niveau national et dcentralisé

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³
Aly BOUCO IMOROU	Kurt PETIT

² Nom et signature

³ Nom et signature

2 Analyse de l'intervention⁴

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

L'année 2012 a été consacrée au lancement des principales réformes institutionnelles et techniques autour du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) adopté en novembre 2011. Elle a aussi été une période d'ajustement et d'alignement des stratégies des partenaires techniques et financiers. La décentralisation et la déconcentration sectorielle sont au cœur des enjeux de l'harmonisation entre le PSRSA et la politique nationale de décentralisation et de déconcentration (PONADeC) et ont été au centre du dialogue entre le Ministère en charge de l'agriculture (MAEP) et celui en charge de la décentralisation (MDGLAAT).

L'adoption par le Gouvernement du Décret portant « Programme de Relance du Secteur Agricole (PSRSA), la mobilisation des acteurs autour de la création du Fonds National de Développement Agricole (FNDA), l'inscription dans le budget du MAEP d'une contrepartie nationale de plus d'un milliard de francs CFA, la mise en place du Secrétariat Permanent de la PONADeC, la tenue de plusieurs réunions du sous-groupe « finances locales », la détermination des PTFs d'accompagner la CONAFIL, la tenue du Séminaire « Décentralisation et Gouvernance Locale » (DeLoG) ainsi que l'accord pour la création du Fonds d'appui au Développement Communal à l'agriculture (FADeC-Agriculture), sont autant de faits positifs qui ont marqué l'année 2012.

Cependant, la lenteur administrative, la sollicitation des responsables des ministères à plusieurs séminaires et foras les rendant de facto indisponibles pour approfondir les réflexions stratégiques demeurent des freins qui inhibent parfois l'enthousiasme des acteurs, particulièrement des PTFs.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel de la FAIA est pertinent et « très approprié » dans la mesure où la Facilité apporte une contribution spécifique et appréciée en termes de mécanismes durables de financement publics et privés du secteur agricole en droite ligne avec les réformes décidées par la Partie béninoise.

La stratégie institutionnelle de l'intervention a été ajustée suite à l'évidence que deux suppositions majeures du DTF n'étaient pas clairement rencontrées :

- a) que les procédures du FADeC existent déjà et que la FAIA ne devrait qu'appuyer leur simple adaptation à l'agriculture et leur mise en œuvre. Or, l'analyse du contexte a montré qu'il faut d'abord aider le MAEP et le MDGLAAT à identifier et concevoir conjointement les modalités d'allocation et les procédures de gestion des fonds en cohérence avec le cycle budgétaire existant ;
- b) qu'il était nécessaire de constituer et d'institutionnaliser d'abord un Fonds Transitoire de Développement Agricole et d'envisager des accords d'exécution avec ce mécanisme, en attendant la mise en place du FNDA.

Or les autorités béninoises ont réaffirmé leur position d'éviter de s'enliser dans l'institutionnalisation d'un mécanisme transitoire. L'option a été choisie d'investir directement dans la création du FNDA et de lancer le financement transitoire en s'appuyant sur les structures existantes au sein du MAEP.

C'est ainsi que les principales réformes en cours au niveau du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche qui concernent directement l'intervention de la FAIA ont porté sur la préparation des projets de textes de mise en place du Fonds National de Développement Agricole et la mise en place du FADeC affecté-Agriculture.

⁴ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les activités ont démarré en 2012. Les activités concernant les modalités de gestion ont permis l'installation et la prise de fonction de l'UGF, la finalisation du planning opérationnel et financier et la validation par la SMCL en juillet, la finalisation du processus de recrutement pour le personnel du projet, la réalisation des actions de communication vers les partenaires et les recherches de synergies et de complémentarités avec les autres intervenants du programme agriculture.

De plus, la FAIA a participé à la capitalisation du PAPDC qui a clôturé ses activités fin juin 2012. Deux missions backstopping du siège ont été réalisées (en mars et en septembre 2012).

Plusieurs visites de terrain, tant technique que organisationnelle, ont été effectuées pour renforcer et opérationnaliser l'approche programme sur le terrain. Les aspects administratifs et financiers, l'intégration des ATN FAIA au sein des équipes régionales des FAFA, la programmation et le système de rapportage ont été discutés et clarifiés. Les modalités financières ont été spécifiées concernant l'alimentation des fonds, les mandats de signatures, la responsabilisation des responsables FAFA dans la gestion des fonds FAIA, la gestion des FIT et sous-FIT du projet etc.

La mise en place du système de suivi-évaluation a été préparée en 2012 à travers l'identification du prestataire pour la réalisation de l'étude de référence et la validation finale de cette étude de référence en décembre 2012 par les différentes parties prenantes. Le recrutement de l'ATN suivi-évaluation n'est cependant pas encore effectif mais sera relancé au début de l'année 2013.

2.1.4 Contexte HARMO

La FAIA s'est progressivement inscrite dans une approche programme, comme stipulé dans le DTF, en recherchant d'une manière active un alignement sur les politiques nationales et une harmonisation avec les interventions des autres PTF.

Concrètement, la FAIA assure le leadership stratégique dans la synchronisation et l'harmonisation de l'élaboration des outils institutionnels du FNDA. Des activités conjointes ont été menées et cofinancées par la Banque Mondiale (BM) à travers son programme PROCAD, le FIDA à travers le PACER, sous le pilotage de l'ONS (MAEP). Ce dernier (ONS) assure le portage institutionnel de la mise en place du FNDA et la FAIA lui apporte un soutien technique, stratégique et financier. Les procédures de financement transitoire du secteur privé agricole sont élaborées conjointement entre le PADA/PROCAD/BM et la FAIA.

La FAIA aux côtés de l'équipe de la CTB, a aussi été parmi les promoteurs et animateurs du séminaire DELOG axé sur le thème de l'efficacité de l'aide et le développement local, et dont les autres promoteurs sont la Coopération Française et la Coopération Allemande. Les mêmes partenaires soutiennent la CONAFIL autour du FADEC.

Les échanges et le travail de réflexion menés dans le cadre de l'élaboration du programme du séminaire ont certainement permis de mettre en commun l'expertise sur des thématiques clés, tels que les mécanismes de financement des investissements agricoles, sur les besoins de renforcement des services déconcentrés ou la structuration des filières porteuses.

2.2 Outcome

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome: Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, Couffo, de l'Atacora et de la Donga						
Indicateur	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁵	Progrès année 2011 ⁶	Progrès année 2012 ⁷	Cible année 2012 ⁸	Cible finale ⁹	Commentaires
1. D'ici 2016, le nombre d'entreprises agricoles créées chaque année dans la zone d'intervention s'accroît d'au moins 20%.	0%	Non applicable	Non applicable	0%	20%	Aucune évolution de l'indicateur n'était attendue pour l'année 2012
2. D'ici 2016, au moins 5% des recettes propres des communes proviennent des contrats issus du partenariat Public-Privé	0%			0%	5%	Aucune évolution de l'indicateur n'était attendue pour l'année 2012
3. D'ici à 2016, au moins 50% de ces ressources PPP sont utilisés pour le développement agricole.	0%			0%	50%	Aucune évolution de l'indicateur n'était attendue pour l'année 2012
5. D'ici à 2016, la part des investissements privés consacrés au secteur agricole dans le volume global d'investissements communaux atteint 15%	12,3%			12,5%	15%	La cible de l'année 2012 est considérée comme la référence pour l'indicateur (source : étude de référence). Le niveau des investissements communaux privé est faible (12,3%) par rapport à l'ensemble des investissements communaux totaux. La contribution du secteur privé aux investissements communaux est plus appréciable à MC qu'à AD (voir étude de référence, p. 52)

⁵ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁶ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

⁷ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁸ La valeur cible à la fin de l'année N.

⁹ La valeur cible à la fin de l'intervention.

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome : Analyse de la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'Outcome:	
<i>Lien entre les outputs et l'Outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'Outcome ?</i>	<p>La logique d'intervention est pertinente. Les quatre outputs portent sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> -le renforcement des capacités des communes et des services déconcentrés de l'Etat à élaborer des stratégies d'économies locales. - la réalisation des investissements publics agricoles et le renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales - la réalisation des investissements privés agricoles et les mesures d'accompagnement de l'entrepreneuriat agricole - la mise en place des mécanismes de financement nationaux (FNDA, FADEC Affecté Agriculture et les appuis aux structures nationales (CONAFIL, MAEP) dans le pilotage de ces mécanismes. <p>La réalisation de ces 4 outputs contribuera à améliorer les conditions d'investissements de manière durable dans la zone d'intervention.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'Outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	Les cibles spécifiées au niveau des indicateurs de l'Outcome pour l'année 2012 ne reflètent pas les avancées réelles obtenues par le projet. Les outils de suivi ne sont pas encore finalisés permettant d'évaluer la contribution de chaque activité à l'atteinte des cibles des indicateurs (il n'y a pas encore de progrès mesurable pour l'Outcome, la baseline des indicateurs étant établie en 2012).
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative)</i>	Le retard dans le recrutement de l'ATN suivi-évaluation
<i>Résultats inattendus :</i>	Non applicable

2.2.2 Gestion des risques

Le projet a identifié 11 risques parmi lesquels 7 sont considérés comme majeurs et sont analysés dans le tableau ci-dessous :

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total ¹⁰	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Faible qualité des dossiers de projets IC et IP	Q4 2012	Risque de développement	Moyenne	Elevée	C	Sensibilisation, communication	ATN	Q1 2013		
						Formation avec SDE	ATI FL, MFA	Q1 2013		
						Manuels des procédures clairs et simplifiés	ATI FL, MFA	Q1 2013		
Non adhésion des acteurs aux principes d'entrepreneuriat	Q4 2012	Risque de développement	Moyenne	Elevée	C	Capitalisation pratiques réussies au Bénin	ATI MFA	Q4 2013		
						Mobilisation acteurs dynamiques et innovants, recensement / analyse acteurs FAFA,	ATI MFA	Q4 2013		
						Simplification approches, capitalisation acquis FAFA / AIMAEP	ATI MFA	Q2 2013		
Retard dans la réalisation de différentes études	Q4 2012	Réputation	Moyenne	Elevée	C	Suivi des marchés	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
Retard dans la signature de la convention de financement avec CONAFIL	Q4 2012	Réputation	Moyenne	Moyenne	B	Finalisation, partage, intégration observations	UGF	Q1 2013		

¹⁰ A = Très bonne performance, B = Bonne performance, C = Faible performance, D = Problématique

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total ¹⁰	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Non-disponibilité des acteurs à cause de la tenue des élections locales	Q4 2012	développement	Moyenne	Moyenne	B	Planification adaptée	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
						Séances d'Information aux nouveaux élus				
Insécurité foncière	Q4 2012	développement	Moyenne	Moyenne	B	Etudes de faisabilité IC et IP, capitalisation études AIMAEP	ATI, FL et MFA	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
Réticence à se conformer aux procédures MP (collectivités locales)	Q4 2012	Réputation	Moyenne	Elevée	C	Sensibilisation, communication	ATI, FL et MFA	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
						Réalisation audits et publication				
						Vulgarisation code MP				
Insuffisance de l'offre service (non-) financiers	Q4 2012	Développement	Moyenne	Moyenne	B	Appel national à manifestation d'intérêt	AT MFA	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
						Formation formateurs et accompagnateurs				
						Mise en réseau prestataires de services non financier				
						Capitalisation acquis FAFA, PAFIRIZ				
Retard dans la signature du décret de création FNDA et la mise en place des organes de gestion	Q4 2012	Développement	Moyenne	Moyenne	B	Conduite des mécanismes transitoires en s'appuyant sur des institutions nationales, en évitant de créer des nouvelles institutions	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
						Capitalisation acquis FAFA, PAFIRIZ				
Etroitesse de l'offre locale des prestataires infrastructures	Q4 2012	Réputation	Moyenne	Moyenne	B	Publication des offres au niveau national, régional, international	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		
Non institutionnalisation des cadres de concertation du secteur agricole	Q4 2012	Développement	Moyenne	Moyenne	B	Synergies avec AIMAEP et les FAFA. Dans les régions certains cadres ont déjà été installés	ATI FL	Q1, Q2, Q3, Q4 2013		

2.2.3 Impact potentiel

L'impact recherché est approprié et conforme aux orientations stratégiques du PSRSA. Les Outcome et outputs contribueront directement à l'atteinte de l'objectif global. Dans les réflexions et l'élaboration des outils pour le financement des investissements privés et public, l'accent est mis de manière permanente sur les questions d'augmentation des revenus des ménages agricoles et la sécurité alimentaire dans la zone d'intervention.

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		

<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s (er) ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.
3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'Outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'Outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son Outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'Outcome.
4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.

<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note ¹¹
Pertinence	B
Efficacité	C
Durabilité	B
Efficiences	C

¹¹ A = Très bonne performance, B = Bonne performance, C = Faible performance, D = Problématique

2.3 Output 1

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
D'ici à 2016, les cadres de concertation filières et ceux prévus par le PSRSA sont régulièrement animés	0	Non applicable	0	0	108	Les cadres de concertation prévus au PSRSA ne sont pas encore installés ni dans le Mono-Couffo ni dans l'Atacora et la Donga. Les cadres de concertation prévus dans le PONADEC sont partiellement fonctionnels. D'autres cadres de concertation initiés par des acteurs régionaux existent dans le domaine de l'agricole.
75 % des recommandations issues de ces sessions des cadres de concertation sont mises en œuvre	0	Non applicable	0	0	75	

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
A01-01 : Définition et mise en œuvre de stratégies de développement économiques et locales			X		La réalisation de cette activité dépend essentiellement des diagnostics territoriaux dont le DAO, déjà déposé par l'équipe FAIA au MAEP depuis le 24 août 2012 n'est toujours pas encore publié.
A01-02 : Amélioration des concertations pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement économique			X		Les missions au niveau des communes ont permis de recenser les cadres de concertation existants. Une analyse de tous les PDC a été réalisée et a permis d'identifier des stratégies de développement existant mais cette analyse n'a pas encore été partagée au niveau des cadres de concertation des communes.
A01-03 : Renforcement des capacités communales à assurer leur mandat et mission en ce qui concerne le développement des filières			X		Les missions en vue de préparation des diagnostics DIO ont permis de cerner la compréhension des communes de leur mandat et missions et d'identifier des premiers besoins de renforcement de capacités et de sensibilisation.
A01-04 : Renforcement des capacités des services déconcentrés de l'Etat à assurer leur rôle d'assistance conseil et de promotion des filières			X		Le DAO est élaboré depuis octobre 2012, la publication est toujours attendue.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyse de la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?)</i>	Les activités ci-dessus sont pertinentes et cohérentes pour l'atteinte de l'output et devraient permettre de rendre accessible des services de qualité.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les DAO des différentes études diagnostiques sont élaborés et introduits dans le circuit de passation des marchés publics ; - L'analyse des PDC de la 2^e génération et de leur PAI a permis de mettre en exergue la vision de développement économique et agricole dans les politiques de développement local des communes de la zone d'intervention de la FAIA ; - L'état des lieux des initiatives de concertation et de partenariat public-privé existantes dans les communes est fait 				

¹²

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	<p>- L'état de lieu par rapport à l'existence des cadres de concertation prévus au PSRSA est fait et révèle que ces cadres n'existent pas encore dans les régions d'intervention de la FAIA. En effet, l'analyse des cadres de concertation a démontré que les cadres de concertation prévus au PSRSA n'existent pas encore et qu'il y a un grand nombre d'autres cadres de concertation d'une fonctionnalité variable. Le projet a donc mené des premières réflexions sur une démarche d'appui qui assure un ancrage des cadres de concertation existantes d'une part et l'appui de la mise en place des cadres PRSA en collaboration avec le projet AIMAEP d'autre part. Au niveau du Mono Couffo, il existe un cadre de concertation des structures d'appui aux filières agricoles sous l'égide du CeRPA MC.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Retard dans la publication des différents DAO; Retard dans la prise des arrêtés de mise en œuvre du PSRSA.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Néant</p>

2.3.2 Exécution budgétaire

Milliers d'euros

Output 1	Budget DTF	Prévisions				TOTAL	Exécution				TOTAL	Taux d'exécution
		Q1	Q2	Q3	Q4		Q1	Q2	Q3	Q4		
Qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles	625,00	0,00	91,00	33,00	43,00	167,00	0,00	0,00	13,63	0,27	13,90	8%

Les prévisions budgétaires sont liées à l'exécution des marchés sur la réalisation des diagnostics économiques territoriaux et les diagnostics institutionnels et organisationnels des communes et des CeRPAs et CeCPAs dont les marchés sont en fin 2012 pas encore attribués. Des actions préparatoires sur le terrain ont été cependant réalisées.

2.3.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacité	C
Durabilité	B

Le retard dans le lancement des DAO des différentes études diagnostics et dans la mise en place des cadres de concertation prévus par le PSRSA n'a pas permis de réaliser dans le temps imparti les activités planifiées au niveau de ce résultat.

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 :Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières agricoles							
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires	
D'ici à 2016 la part des investissements agricoles dans le volume des investissements des communes atteint au moins 10%.	1,03%	Non applicable	0%	1,03%	10%	L'étude étant réalisée en 2012, il n'y aura pas de cible pour cet indicateur pour 2012	
D'ici à 2016, le nombre des infrastructures, équipements et aménagements des communes connaît un accroissement de 30%	-	Non applicable	0%	-	30%	Les communes n'ont pas bénéficié en 2012 des dotations spécifiques pour la réalisation des infrastructures et équipements agricoles de la part de la FAIA . En ce qui concerne les actions d'accompagnement des investissements agricoles, la FAIA a mis à disposition des ressources humaines pour capitaliser l'approche d'appui aux IC de la FAFA. Dans une perspective d'approche de programme elle a également mis à disposition de l'expertise en matière de MO et de FL afin de permettre la finalisation des investissements et la mise en service des IC du PAPDC et de la FAFA MC.	
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
A02-01 : Identification des besoins prioritaires.				X			
A02-02 : Accompagnement des communes dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage.					X		Les actions d'accompagnement sont en phase préparatoire en vue de sa réalisation pendant l'année 2013. Certains chantiers PAPDC ont été suivis à A/D.
A03-03 : Accompagnement des acteurs pour la gestion et l'entretien des infrastructures productives.						X	Une réflexion a été menée à M/C par rapport à la gestion déléguée des investissements communaux.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyse de la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output							

<p><i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i></p>	<p>Les trois activités planifiées contribuent directement à la réalisation de l'output. En effet, pour la réalisation d'infrastructures contribuant efficacement et durablement à la compétitivité des filières agricoles, l'identification des besoins prioritaires et l'accompagnement des communes lors des réalisations des infrastructures et leur gestion efficace constituent les facteurs déterminants.</p>
<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'analyse des Plans de Développement de toutes les communes a permis d'apprécier le niveau de prise en compte des projets agricoles dans les politiques locales de développement ; • Les initiatives PPP en matière de gestion des infrastructures (hydrauliques ou de fournitures) identifiées à travers les séances de travail communales faciliteront des bonnes pratiques à exploiter par la FAIA dans le cadre de la gestion des infrastructures agricoles ; • Capitalisation des expériences du PAPDC et de FAFA MC.
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Retard dans la réalisation des études Développement Economique Territorial et Diagnostic Institutionnel et Organisationnel
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Néant</p>

2.4.2 Exécution budgétaire

Milliers d'euros

Output 2	Budget DTF	Prévision				TOTAL	Exécution				TOTAL	Taux d'exécution
		Q1	Q2	Q3	Q4		Q1	Q2	Q3	Q4		
Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics	4 695,00	0,00	20,00	80,00	30,00	130,00	0,00	3,79	19,33	28,16	51,28	39%

Le budget prévu pour l'identification des besoins prioritaires et l'accompagnement des communes sur maîtrise d'ouvrage a été partiellement réalisé à travers les activités préparatoires sur le terrain. Le taux d'exécution s'explique en grande partie des dépenses réalisées sur la ligne A 02-04 (ATN et expertises en appui aux communes).

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	C
Efficacité	C
Durabilité	B

2.5 Output 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
Le nombre de projets économiquement viables (PEV) mis en œuvre s'accroît de 40% chaque année.	-	Non applicable	-	-	40%	Les principales filières appuyées par la FAFA concentrent l'essentiel des PEV mis en œuvre. Il s'agit du riz (43%) et du maraîchage (44%), ensuite viennent les PEV sur l'anacarde (13%). Il n'y a pas eu d'activité de financement de projets en 2012.
100% des projets financés par la FAIA sont économiquement rentables et durables	0	Non applicable	-	-	100%	Pas de projet mis en œuvre en 2012.
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)	
			A	B	C	D
A03-01 : Mise en place du dispositif d'accompagnement des initiatives					X	
A03-02 : Renforcement de l'offre privée de services pour le développement d'entreprises au sein des filières					X	
A03-03 : Accompagnement des opérateurs privés pour l'élaboration de leurs plans d'affaires					X	
A03-04 : Accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation des investissements et au démarrage de l'activité économique					X	
						La stratégie de déploiement des services non financiers a été définie et les équipes FAIA dans le MC et l'AD ont contribué à la finalisation des contrats et accords d'exécution avec les GEL MC et AD et la SPEC Natitingou. Mais la plus grande part des activités sont programmées pour l'année 2013
						Programmée en 2013

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyse de la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?)</i>	Les activités prévues concourent à l'atteinte des résultats. L'ensemble des activités permettent un meilleur accompagnement des initiatives privées porteuses de valeur ajoutée. Le développement des filières agricoles passe par la mise en place à la fois d'un dispositif de services financiers et non financiers en vue d'un accompagnement efficace des entrepreneurs agricoles.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance de la situation de l'entrepreneuriat agricole dans quelques communes du MC et de l'AD. • Capitalisation des expériences, procédures et résultats des Guichets MIP FAFA MC et Guichets FODEFI et FOREVAFAFA AD, ainsi que des projets PADA/BM, PACER/FIDA, PAFIRIZ et MCA Bénin. • TdR et DAO pour deux études complémentaires portant respectivement sur : (a) l'offre et la demande des services financiers agricoles et (b) l'offre et la demande des services non financiers d'appui à l'entrepreneuriat agricole ; • Note stratégique élaborée sur le mécanisme de financement transitoire ; • Rédaction de la procédure de financement transitoire commencée, en harmonie avec les procédures du projet PADA/BM
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Appel d'offres infructueux pour l'offre des services financier et non financier ; • Faible culture entrepreneuriale au sein des acteurs privés et de leurs organisations dans la zone d'intervention du projet.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs)</i>	Néant

2.5.2 Exécution budgétaire

Milliers d'euros

Output 3	Budget DTF	Prévision				TOTAL	Exécution				TOTAL	Taux d'exécution
		Q1	Q2	Q3	Q4		Q1	Q2	Q3	Q4		
Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont accompagnées	1 258,00	0,00	27,50	62,50	52,50	142,50	0,00	6,88	7,91	12,01	26,81	19%

Les prévisions pour le résultat 3 ont été budgétisées essentiellement sur les la ligne 03-04 (accompagnement des porteurs de projets) alors qu'en 2012, la priorité a été donnée à mettre en place des mécanismes(transitoires) de financement avant la réalisation effective des investissements privés agricoles sur le terrain. Le taux d'exécution s'explique par les dépenses réalisées sur la ligne budgétaire A03-05 (Assistance technique nationale).

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	C
Efficacité	C
Durabilité	B

Les initiatives privées n'ont pas encore été accompagnées. Toutefois ce critère « durabilité » demeure capital dans la sélection future des initiatives à appuyer (voir aussi choix des indicateurs au niveau de l'output).

2.6 Output 4

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 : Des mécanismes institutionnels sont définis pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles							
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
D'ici à 2016, le degré de fonctionnalité du FNDA est supérieur à 50%.	0	0	0	0	70	Le MAEP a introduit une communication au Conseil des Ministres pour l'adoption du décret de création du FNDA. Le dossier est en cours d'examen à ce niveau.	
D'ici à 2016, le degré de fonctionnalité du FADeC-Agric est supérieur à 50%.	0		0	0	70	Les projets d'accords d'exécution et la convention de financement, les mécanismes de répartition de la dotation sont élaborés pour exécution en 2013.	
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
A04-01 : Appui à la mise en place du Fonds Transitoire de Développement Agricole (FoTraDA)					X	<p>Option levée en 2012 d'accélérer la mise en place et l'institutionnalisation du FNDA, et de travailler la mise en place d'un mécanisme transitoire de financement qui s'appuiera sur les structures existantes du MAEP (ONS, CERPA) et qui n'aura pas besoin d'être institutionnalisé.</p> <p>Cela a justifié une concentration de l'équipe FAIA sur les activités liées au FNDA :</p> <p>Appui technique à l'ONS dans le recadrage de la stratégie d'intervention du FNDA, à partir des études menées en 2010</p> <p>Appui stratégique, technique et financier à l'ONS dans l'organisation de l'atelier pour l'adoption des documents de création du FNDA,</p> <p>Lobbying intense pour la mobilisation des ressources du FIDA et de la Banque Mondiale ainsi que d'autres partenaires du Bénin</p> <p>Appui technique à l'ONS pour la finalisation du projet de décret et des statuts et Feuille de route du FNDA</p> <p>Elaboration des procédures transitoires de financement agricole</p>	
A04-02 : Appui institutionnel au MAEP pour l'intégration des outils et mécanismes du FoTraDA au sein du FNDA			X			Cfr supra	

A04-03 : Appui à la mise en place du Fonds d'Appui au Développement Communal affecté pour l'agriculture (FADeC-Agriculture)			x		Les activités qui ont été mené sur ce volet depuis la prise de fonction d'un ATI et d'un ATN basés au sein de la CONAFIL pour appuyer la mise en place du FADEC agriculture ont d'une part contribué à créer les bases réglementaires et institutionnelles pour la mise en place d'un mécanisme transitoire au FADEC agriculture, vu qu'un passage direct au FADEC agriculture n'était possible. La contribution de la FAIA au séminaire DeLoG a permis de redynamiser et préparer la mise en place des structures de partenariat et de dialogue entre MAEP – CONAFIL et PTF qui sont indispensables pour la mise en place du mécanisme transitoire en 2013 et le lancement d'un échange et des négociations sur le futur FADEC agriculture.
A04-04 : Renforcement des capacités de la CONAFIL pour la gestion du FADEC Agriculture			x		Préparation du plan de renforcement des capacités en vue de sa réalisation en 2013.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?)</i>	<p>La mise en place du FNDA et celle du FADEC agriculture sont deux activités clés pour l'atteinte de l'output. Ces deux mécanismes une fois créés apporteront des réponses durables et pérennes au problème de financement du secteur agricole.</p> <p>Les activités ont contribué à créer les bases légales et institutionnelles pour la mise en place d'un mécanisme transitoire au FADEC agriculture, vu qu'un passage direct au FADEC agriculture n'était pas possible. La contribution de la FAIA au séminaire DeLoG a permis de redynamiser et préparer la mise en place des structures de partenariat et de dialogue entre MAEP – CONAFIL et PTF qui sont indispensables pour la mise en place du mécanisme transitoire en 2013 et le lancement d'un échange et des négociations sur le futur FADEC agriculture.</p>				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs)</i>	<p>voir commentaires par rapport aux indicateurs.</p> <p>La FAIA assure un leadership effectif sur les thématiques de la création du FADEC Agriculture et du FNDA.</p>				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative)</i>	<p>Hypothèses trop optimistes du DTF sur le cadre institutionnel et procédural du FADEC agriculture. La disponibilité de l'équipe du SP CONAFIL a été très limitée au cours du deuxième semestre 2012 à cause des audits du FADEC. Discussions interministérielles longues dans le processus de la création institutionnelle du FNDA. Changements importants à signaler au sein de l'équipe de l'ONS avec le départ à la retraite du fonctionnaire qui avait la charge du dossier FNDA.</p> <p>Le dialogue entre CONAFIL et MAEP, qui est essentiel pour ce résultat était quasi néant, malgré la volonté exprimée des deux structures de s'engager dans la démarche FADEC agriculture.</p>				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs)</i>					

2.6.2 Exécution budgétaire

Milliers d'euros

Résultats	Budget DTF	Prévision				TOTAL	Exécution				TOTAL	Taux d'exécution
		Q1	Q2	Q3	Q4		Q1	Q2	Q3	Q4		
Des mécanismes institutionnels sont définis pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles	1 275,10	0,00	40,00	81,00	34,50	155,50	17,81	28,72	106,60	96,00	249,12	160%

Le taux d'exécution élevé s'explique essentiellement par les dépenses réalisées au niveau de la LB 04-05 (Assistance Technique Internationale) et LB04-06 (Expertises ponctuelles). D'autres réalisations concernent les appuis institutionnels au MAEP pour l'élaboration des outils de financement et le financement de l'atelier sur l'élaboration des outils dans le cadre de la mise en place du Fonds National de Développement Agricole (FNDA).

2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	C
Efficacité	C
Durabilité	B

3 Thèmes transversaux

Les aspects Genre et Environnement ont été fortement pris en compte dans la définition des indicateurs et dans les procédures de financement transitoire en cours de formulation. Aussi, lors des activités de lancement et de communication autour de la FAIA dans les communes, a-t-on invité toutes les couches de la population (hommes, femmes, jeunes, etc.).

3.1 Genre

La représentativité des femmes et des hommes a été assurée lors des focus groupes réalisés dans les communes autour des stratégies de développement économique local. A chaque fois qu'il est jugé pertinent, les besoins, rôles et contributions spécifiques des femmes comme actrices économiques, font l'objet d'une attention dans les TdR des missions de diagnostics prévus.

La méthodologie de diagnostic économique territorial est caractérisée par la prise en compte des aspects genre, environnementaux et de l'économie sociale dans la réalisation des diagnostics économiques territoriaux des communes.

L'équipe FAIAa veillé à la prise en compte du genre dans l'organisation des séances d'internalisation au niveau des communes. L'approche développée a consisté en la mobilisation des représentants communaux du réseau genre et des groupements de femmes opérant dans le secteur agricole. Cette stratégie a permis à 160 femmes de prendre effectivement part aux différentes séances sur un total de 544 participants, soit une représentation régionale de 29%. Par ailleurs les assistants techniques FAIA ont activement participé aux groupes thématiques « Genre » et « Environnement » mis en place suite aux recommandations de la mission Back-stopping de septembre 2012 dans l'Atacora et la Donga. Les réflexions issues des différentes rencontres pourront être capitalisées dans la définition d'une stratégie de prise en compte du genre pour la mise en œuvre de la FAIA.

Les modalités de financement pour soutenir le secteur privé agricole ainsi que la composition des organes d'approbation du FNDA tiennent compte de la spécificité des projets portés par des femmes et des jeunes. Le mécanisme de financement transitoire propose aussi des modalités de financement approprié aux projets des jeunes et des femmes, selon qu'ils sont en démarrage ou en consolidation.

3.2 Environnement

Les missions d'identification des entrepreneurs agricoles dans l'AD et le MC ont permis de mettre en exergue des aspects environnementaux des exploitations visitées. Sur le plan environnemental, si l'adoption de certaines techniques culturales (jachère, rotation des cultures, techniques de banquettes, utilisation des plantes fertilisantes telles que le CajanusCajan et le Mucuna, l'utilisation de la fumure organique, etc.) permet de restaurer la fertilité des sols, tous les exploitants sont d'avis que l'utilisation excessive des engrais chimiques, des insecticides et herbicides pollue l'atmosphère, les eaux de surface et parfois même la nappe phréatique et contribue fortement au déséquilibre de la biodiversité. Dans le financement des initiatives agricoles, la FAIA devra veiller à la promotion des techniques culturales et de transformation respectueuses de l'environnement.

Les documents élaborés sur le FNDA intègrent la dimension de la durabilité environnementale. Les projets d'investissement qui permettent des économies d'énergie et/ou des innovations permettant la rationalisation et l'utilisation durable des facteurs de production seront soutenus avec une certaine priorité.

3.3 Autre : Economie sociale

L'équipe FAIA a documenté et apporté quelques contributions méthodologiques au travail de création des coopératives villageoises de producteurs que la FAFA Atacora-Donga a entrepris dans les filières riz, anacarde et maraîchage. Jusqu'à présent, les producteurs étaient organisés en groupements villageois, en unions communales et en unions régionales sous la forme d'association sans but lucratifs régies par la loi associative de juillet 1901.

D'une part, ce type d'organisation a démontré ses limites dès lors qu'il s'agit de structurer les producteurs dans une logique économique de chaînes de valeurs ou de filières agricoles. Les principales limites sont : (a) incohérence entre des regroupements non lucratifs autour d'une activité économique ; (b) absence d'objet économique commun clairement défini ; (c) très peu de services aux activités économiques des membres; (c) faible fonctionnalité des groupements de base ; (d) faible participation des groupements de base aux cotisations et au fonctionnement des structures faitières, (e) structures faitières pyramidales et peu représentatives des intérêts de la base, et érigées en « capteurs de fonds extérieurs »; (f) organisations associatives fort dépendante de l'assistance extérieure pour leur fonctionnement. La formule de se regrouper en entreprises coopératives semble donc la plus appropriée pour aider les différents acteurs des maillons des filières à accéder de manière durable à des produits et services qui leur permettent d'améliorer leur productivité et leur compétitivité, en vue d'améliorer leurs marges de revenus.

- D'autre part, l'UEMOA a adopté en 2006 et le Bénin a ratifié en 2010 une nouvelle loi coopérative qui définit les nouvelles règles de fonctionnement des entreprises coopératives et qui oblige les associations regroupées autour des objets économiques à se transformer en coopératives pour plus de transparence et de cohérence.
- La structuration des acteurs des filières agricoles demeure un défi dans les zones d'intervention. La FAIA réfléchit dès lors à lancer ce chantier jugé prioritaire, pendant la transition prévue en vue de reprendre le travail de la FAFA MC qui se clôture en août 2013.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Suite à la mission Backstopping du siège, un plan d'action de mise en œuvre a été élaboré par l'UGF et réalisé partiellement au cours de l'année 2012	Plan d'action de mise en œuvre BS siège / sept.2012	UGF (ATI FL, ATI MFA)	Q2 2013
Finalisation manuels des procédures et partage avec les acteurs nationaux et locaux	Manuels des procédures fonds transitoires et FADEC Affecté Agriculture	ATI FL, ATI MFA	Q1 2013
Recrutement ATN Suivi-évaluation	PV de recrutement	UGF	Q1 2013
Appui technique mission Backstopping siège	Notes techniques	UGF	Q1 2013
Planification intégrée, approche programme, synergies à travers l'organisation des retraites périodiques FAFA / FAIA / AIMAEP	Rapportage, programmation	UGF/ représentation	Q1, Q2, Q3, Q4 2013
Consolidation gestion équipe FAIA	CDD	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013
Renforcement et consolidation du dialogue entre MAEP/CONAFIL	PV des réunions organisées	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013
Réalisation de la programmation opérationnelle et financière	Suivi, coaching, appuis, orientation	UGF	Q1, Q2, Q3, Q4 2013
Prise de fonction et intégration ATI/Coresponsable FAIA MC dans l'équipe	Briefing, séances de travail, suivi, coaching, appuis, orientation	ATI/Coresp FAIA M/C, UGF	Q1 2013
Opérationnalisation étude de référence par la mise en place d'un système de suivi-évaluation	Système opérationnel et informatisé	UGF	Q1 2013
Amélioration et utilisation effective des bases de données de gestion administrative et financière au sein de la FAIA	Systèmes opérationnels et utilisés	RAF, AG,	Q1, Q2 2013

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>La CTB prône une approche programme du secteur Agricole. Ceci implique en outre la complémentarité des actions des différents projets du secteur au sein de l'institution. Mais le succès d'une telle approche est fondé sur la nécessité d'avoir un cadre logique cohérent, une répartition claire des responsabilités, et un leadership confirmé des différents maillons de responsabilité.</p> <p>L'option d'accompagner l'institutionnalisation des mécanismes nationaux de financement agricole est pertinente. Mais, faute de pouvoir attendre l'aboutissement des longs processus de décisions, la FAIA s'oriente vers des solutions alternatives transitoires qui restent en cohérence avec les choix institutionnels.</p> <p>L'analyse des options d'action stratégique avec les acteurs de la FAIA a montré que la mise en place des mécanismes de financement nationaux d'investissements est un processus complexe. Il requiert un investissement pédagogique consistant dans un appui au dialogue et aux réflexions conjointes des acteurs impliqués au niveau national et décentralisé sur les objectifs, procédures et modalités d'attribution de fonds, si on veut une bonne appropriation de ces mécanismes et la viabilité des investissements.</p> <p>La FAIA fait face aux défis d'assurer aussi bien la reprise des interventions de la FAFA Mono Couffo, que d'assurer un appui aux entrepreneurs, initiatives et promoteurs appuyés par les projets antérieurs ou qui se clôturent bientôt (PAPDC, PAFIRIZ) et contribuer à améliorer la cohérence des interventions de la FAFA AD notamment en ce qui concerne l'implication des communes et l'accompagnement entrepreneurial des promoteurs des projets.</p> <p>Aussi, la FAIA n'a-t-elle pas d'alternative que d'assumer ces défis et les intégrer dans sa planification pour les années à venir, même si les moyens financiers, logistiques ou humains supplémentaires n'ont pas été clairement définis dans le DTF.</p>	<p>Représentation, Projets secteur Agricole.</p> <p>Equipe FAIA, ONS, CONAFIL</p> <p>FAFA, promoteurs, équipe FAIA</p>

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

Logique d'intervention	Indicateurs
OBJECTIF GLOBAL : « Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural »	1. D'ici à 2016, au moins 3% des ménages agricoles de la zone d'intervention du Programme ont accru leur revenu agricole de 10%
	2. D'ici à 2016, le taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels des populations de la zone d'intervention du Programme augmente de 15%
OBJECTIF SPECIFIQUE : Les conditions d'investissement pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga	3. Les cadres législatifs des Investissements ainsi que le climat des affaires sont améliorés
	4. D'ici 2016, au moins 5% des recettes de la commune proviennent des contrats issus du partenariat Public-Privé et 50% sont utilisés pour le développement agricole (maintenance des infra) ou local
	5. D'ici à 2016, la part des investissements privés consacrés au secteur agricole dans le volume global d'investissements communaux s'accroît d'au moins 10%
RESULTAT 1 : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un PPP bien compris	6. Qualité du dialogue local de la commune avec les acteurs de filières agricoles par rapport aux choix prioritaires d'investissements et la définition des stratégies économiques adaptées
RESULTAT 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières	7. Evolution de la part des investissements agricoles dans le volume d'investissements des communes
	8. Contribution effective des projets d'Infrastructures et aménagements agricoles au développement économique local
RESULTAT 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	9. Nombre de projets économiquement viables mis en œuvre par filières agricoles, avec analyse par segment de filières
	10. 100% des projets mis en œuvre sont économiquement rentables et durables, (stratifié par genre)
	11. Evolution du volume d'échanges de produits transformés par département et par communes
RESULTAT 4 : Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles	12. Accroissement du nombre et du volume des engagements financiers des PTF à travers FNDA et FADEC Agricultures
	13. Les cadres institutionnels du FNDA et du « FadeC-Agric » sont mis en place et fonctionnels au plus tard en 2014.

5.2 Cadre logique mis à jour

L'étude de référence validée lors d'un atelier organisé en décembre 2012 a modifié quelques indicateurs et a identifié les cibles à réaliser qui feront l'objet au cours de l'année 2013 d'un exercice d'appropriation et de vérification avant la présentation du cadre logique modifié aux membres de la SMCL.

Logique d'intervention de la FAIA	Indicateurs	Unité	Valeur de base (V _{Ref.})	Valeur cibles (V ₂₀₁₅)					
				2011	2012	2013	2014	2015	2016
OBJECTIF GLOBAL : « Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural ».	D'ici à 2016, au moins 3% des ménages agricoles de la zone d'intervention de la facilité ont accru leur revenu agricole de 10%	%	0	0,5	1	1,5	2	3%	
	D'ici à 2016 le taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels des populations de la zone d'intervention augmente de 15%	%	48	49	50	52	53	55	

Logique d'intervention de la FAIA	Indicateurs	Unité	Valeur de base (V _{Ref.})	Valeur cibles (V ₂₀₁₆)					
				2011	2012	2013	2014	2015	2016
OBJECTIF SPECIFIQUE : «Les conditions d'investissement pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga».	3. D'ici 2016, le nombre d'entreprises agricoles créées chaque année dans la zone d'intervention s'accroît d'au moins 20%.	%	0	0	20	20	20	20	
	4.D'ici 2016, au moins 5% des recettes propres des communes proviennent des contrats issus du partenariat Public-Privé	%	0	0	2	3	4	5	
	50% de ces ressources PPP sont utilisés pour le développement agricole.	%	0	0	10	20	30	50	
	5. D'ici à 2016, la part des investissements privés consacrés au secteur agricole dans le volume global d'investissements communaux atteint 15%	%	12,3	12,5	13	13,5	14	15	

Logique d'intervention de la FAIA	Indicateurs	Unité	Valeur de base (V _{Ref.})	Valeur cibles (V ₂₀₁₅)				
			2011	2012	2013	2014	2015	2016
RESULTAT 1 : «La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un PPP bien compris ».	6. D'ici 2016, les cadres de concertation prévues par le PSRSA sont régulièrement animés	Nbre	0	0				108
	75% des recommandations issues de ces sessions sont mises en œuvre	%	0	0	50	75	75	75
RESULTAT 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières	7. D'ici 2016, la part des investissements agricoles dans le volume d'investissements des communes, atteint au moins 10%.	%	1,03	1,03	5	6	8	10
	8. D'ici à 2016, le nombre des infrastructures, équipements et aménagements des communes connaissent un accroissement de 30%	%						30
	Le taux de mécanisation agricole passe de 1,79 à 20%.	%	1,79	3	8	12	16	20
RESULTAT 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention	9. Le nombre de projets économiquement viables mis en œuvre s'accroît de 40% chaque année	%	0	0		40	40	40
	10. 100% des projets économiquement rentables et durables sont financés par la FAIA et mis en œuvre	%			100	100	100	100
RESULTAT 4 : Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles	11. D'ici à 2016, le degré de fonctionnalité du FNDA et de FADeC-Agric est supérieur à 50%.	%	0	0	30	40	50	70
	12. Le volume des engagements financiers des PTF à travers FNDA et FADeC_Agric s'accroît chaque année d'au moins 10%	%	0			10	10	10

5.3 Aperçu des MoReResults

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Voir ci-dessus. Indicateurs et cibles à proposer à la SMCL au cours du premier semestre 2013.
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de l'EMP	Q3 2014
Planning de l'évaluation finale	Q2 2016
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Septembre mission EST FAIA / FAFA

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Suite aux dysfonctionnements du FIT (au niveau des exportations des données) constatés par l'équipe administrative et financière de la FAIA, le FIT a été envoyé au siège CTB au début décembre pour des corrections. L'encodage des pièces justificatives dans le FIT n'a redémarré qu'en janvier 2013 et a engendré par conséquent un retard considérable.

Pour ces raisons, la FAIA ne peut joindre au rapport annuel le tableau PDF de l'exécution budgétaire généré par le FIT. Dans l'attente de cette clôture, l'exécution financière faite sous Excel est insérée dans le rapport annuel.

DESCRIPTION	Mode	Budget	PREVISION (Base Q4 2011)										EXECUTION					TAUX D'EXECUTION
			2011					2012					2012					
			Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	
A Les conditions d'investissement pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga		7 853,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178,50	256,50	160,00	595,00	17,81	39,38	147,48	136,44	341,11	57%
01 Qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles		625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,00	33,00	43,00	167,00	0,00	0,00	13,63	0,27	13,90	8%
01 Définition de stratégies de développement économique locale	COGEST	240,00					0,00		38,00	10,00	10,00	58,00				0,27	0,27	0%
02 Concertation pour stratégies de DEL	COGEST	100,00					0,00		38,00	8,00	8,00	54,00					0,00	0%
03 Renforcement des capacités communales à assurer leurs	COGEST	165,00					0,00		15,00		10,00	25,00			13,63		13,63	55%
04 Renforcement des capacités des Services Déconcentrés	COGEST	120,00					0,00			15,00	15,00	30,00					0,00	0%
02 Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics		4 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	80,00	30,00	130,00	0,00	3,79	19,33	28,16	51,28	39%
01 Identification des besoins prioritaires	COGEST	70,00					0,00			20,00		20,00					0,00	0%
02 Accompagnement des communes sur maîtrise d'ouvrage	COGEST	4 000,00					0,00			30,00		30,00					0,00	0%
03 Accompagnement des acteurs pour gestion infrastructures	COGEST	95,00					0,00			10,00	10,00	20,00					0,00	0%
04 ATN et expertises en appui aux communes	REGIE	530,00					0,00		20,00	20,00	20,00	60,00		3,79	19,33	28,16	51,28	85%
03 Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont accompagnées		1 258,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,50	62,50	52,50	142,50	0,00	6,88	7,91	12,01	26,81	19%
01 Mise en place du dispositif d'accompagnement des initiatives	COGEST	68,00					0,00		10,00	15,00	5,00	30,00				0,33	0,33	1%
02 Renforcement de l'offre de services d'accompagnement	COGEST	60,00					0,00		10,00			10,00					0,00	0%
03 Accompagnement des opérateurs privés pour l'élaboration de leurs plans d'affaires	COGEST	140,00					0,00			15,00	15,00	30,00					0,00	0%
04 Accompagnement des porteurs de projets	COGEST	750,00					0,00			25,00	25,00	50,00					0,00	0%
05 Assistance technique nationale	REGIE	240,00					0,00		7,50	7,50	7,50	22,50		6,88	7,91	11,68	26,48	118%
04 Des mécanismes institutionnels sont définis pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles		1 275,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	81,00	34,50	155,50	17,81	28,72	106,60	96,00	249,12	160%
01 Appui à la mise en place du FOTRADA	COGEST	65,00					0,00			30,00		30,00					0,00	0%
02 Appui institutionnel au MAEP pour outils de financement	COGEST	47,50					0,00		10,00	16,50		26,50			17,12		17,12	65%

DESCRIPTION	Mode	Budget	PREVISION (Base Q4_2011)										EXECUTION					TAUX D'EXECUTION	
			2011					2012					2012					2012	
			Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total 2012		
03 Appui à la mise du FADec affecté agriculture	COGEST	63,00					0,00						0,00				1,37	1,37	-
04 Renforcement des capacités de la CONAFIL	COGEST	127,50					0,00			4,50	4,50	9,00					0,00	0%	
05 Assistance Technique internationale	REGIE	912,50					0,00		20,00	30,00	30,00	80,00	17,81	28,72	79,83	80,41	206,76	258%	
06 Expertises ponctuelles	REGIE	59,60					0,00		10,00			10,00			9,65	14,22	23,87	239%	
Y Réserve budgétaire (max 5% * total activités)		20,00					0,00					0,00						-	
01 Réserve budgétaire		20,00					0,00					0,00					0,00	-	
01 Réserve budgétaire COGESTION	COGEST	10,00					0,00					0,00					0,00	-	
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	10,00					0,00					0,00					0,00	-	
Z Moyens généraux		3 126,90	0,00	0,00	0,10	249,78	249,88	52,01	96,51	75,01	76,51	300,05	37,79	81,12	96,58	93,44	308,93	103%	
01 Frais de personnel UGF		2 422,60	0,00	0,00	0,10	7,20	7,30	40,56	65,06	65,06	65,06	235,75	15,34	75,09	77,59	79,35	247,38	105%	
01 ATI Coordinateur	REGIE	662,50			0,10		0,10	10,00	30,00	30,00	30,00	100,00	1,44	40,31	33,96	32,69	108,39	108%	
02 ATI Mono Couffo	REGIE	475,00					0,00					0,00			1,45	0,03	1,48	-	
03 Directeur national	REGIE	0,00					0,00					0,00					0,00	-	
04 RAF international	REGIE	625,00					0,00	15,00	15,00	15,00	15,00	60,00			24,43	19,80	23,55	67,79	113%
05 ATN suivi-évaluation	REGIE	120,00					0,00	3,00	4,50	4,50	4,50	16,50					0,00	0%	
06 Equipe administrative et financière	REGIE	365,20				0,70	0,70	7,00	10,00	10,00	10,00	37,00	6,96	6,38	18,47	16,41	48,22	130%	
07 Directeur national	COGEST	174,90				6,50	6,50	5,56	5,56	5,56	5,56	22,25	6,95	3,97	3,90	6,67	21,49	97%	
02 Investissements		248,50	0,00	0,00	0,00	240,48	240,48	5,00	2,50	0,00	0,00	7,50	11,99	1,03	5,77	0,23	19,02	254%	
01 Véhicules (6) et motos (4)	REGIE	190,00				187,13	187,13					0,00	6,81	0,57	1,22		8,60	-	
02 Equipement bureau	REGIE	17,50				14,51	14,51		2,50			2,50	4,91	0,46	0,04	0,04	5,44	218%	
03 Equipement IT	REGIE	28,00				37,84	37,84					0,00			1,63	0,19	1,82	-	
04 Aménagement du bureau	REGIE	13,00				1,00	1,00	5,00				5,00	0,27	0,00	2,89		3,16	63%	
03 Frais de fonctionnement		342,55	0,00	0,00	0,00	2,10	2,10	6,45	8,95	8,45	11,45	35,30	10,46	5,00	11,47	13,75	40,67	115%	
01 Frais location bureaux	REGIE	54,00					0,00					0,00					0,00	-	
02 Services et frais de maintenance	REGIE	14,40					0,00	0,90	0,90	0,90	0,90	3,60	0,55	0,69	3,15	2,04	6,43	179%	
03 Frais de fonctionnement des véhicules, assurances	REGIE	188,00					0,00	3,00	3,00	3,00	5,00	14,00	7,69	1,34	1,98	0,53	11,55	82%	
04 Télécommunications, abonnement internet	REGIE	15,00				0,10	0,10	0,75	0,75	1,00	1,00	3,50	0,51	0,93	3,87	2,20	7,52	215%	
05 Fournitures de bureau	REGIE	14,90				1,00	1,00	0,75	0,75	1,00	1,00	3,50	1,26	0,63	0,13	2,09	4,11	117%	
06 Missions	REGIE	38,00				0,50	0,50	1,00	2,00	2,50	2,50	8,00	0,13	1,39	2,09	2,55	6,16	77%	
07 Frais de représentation et de communication externe	REGIE	5,00				0,50	0,50				1,00	1,00	0,35	0,14	0,35	0,08	0,92	92%	
08 Formation	REGIE	12,00					0,00		1,50			1,50				4,33	4,33	288%	
09 Frais financiers	REGIE	1,25					0,00	0,05	0,05	0,05	0,05	0,20	-0,02	-0,13	-0,11	-0,07	-0,34	-169%	
04 Audit et suivi et évaluation		113,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	1,50	0,00	21,50	0,00	0,00	1,74	0,11	1,85	9%	
01 Suivi et évaluation	REGIE	50,00					0,00		20,00			20,00					0,00	0%	
02 Audits projets et Fonds de Développement	REGIE	53,25					0,00					0,00					0,00	-	
03 Backstopping	REGIE	10,00					0,00			1,50	0,00	1,50			1,74	0,11	1,85	124%	

REGIE	4704,1	0	0	0,1	243,3	243,4	46,5	148,5	127	128,5	450,3	48,7	117	209,4	221,2	595,8	132%
COGEST	6295,9	0	0	0	6,5	6,5	5,56	126,6	204,6	108,1	444,7	6,95	3,97	34,64	8,648	54,21	12%
TOTAL	11 000			0	250	250	52	275	332	237	895	56	121	244	230	650	73%

5.5 Ressources

N°	titres	
1	Rapport de la cérémonie de lancement de la FAIA dans l'AD	AD
2	Compte rendu de réunion FAFA AD et UG FAIA du 12 juillet 2012 à Natitingou	AD
4	Compte rendu de réunion sur l'élaboration des grilles d'analyse PDC/PAI à la CONAFIL à Cotonou	AD
5	Compte rendu de réunion à l'UG FAIA de juillet 2012	AD
6	Compte rendu de réunion avec M. YATTA François	AD
7	Grilles d'analyse PDC/PAI	AD
8	Grille de collecte d'information sur les entrepreneurs agricoles	AD
9	Compte rendu de mission de collecte d'informations sur les entrepreneurs agricoles	AD
10	Compte rendu de réunion de travail à Lokossa	AD
11	Compte rendu de mission pour la formation value links à Parakou	AD
12	Rapport synthèse des missions d'informations et de travail dans les communes de l'AD	AD
13	Compte rendu de mission atelier Backstopping et séance de travail à l'UG FAIA	AD
14	Point sur la documentation et le processus des Investissements Communaux de FAFA MC	MC
15	Point sur la documentation et le processus des MIP de FAFA MC	MC
16	Fiches de recensements des équipements agricoles	MC
17	Analyse des PDC en lien avec le DEL et l'agriculture (pour les 12 communes)	MC
18	Analyse des PAI / PAD pour 4 communes	MC
19	Synthèse des analyses PDC Mono-Couffo	MC
20	Guide d'entretien DEL avec les Maires	MC
21	Rapport de mission de présentation de la FAIA aux services non financiers (OPA, GEL, Protos)	MC
22	Rapport de mission de présentation de la FAIA aux acteurs Communaux	MC
23	Rapport sur enquête sommaire auprès des entrepreneurs agricoles	MC
24	Rapport de mission de présentation de la FAIA aux services non financiers (OPA, GEL, Protos)	MC
25	Rapport de mission de présentation de la FAIA aux acteurs Communaux	MC
26	Rapport de lancement régional Mono Couffo de la facilité	MC
27	Note stratégique sur la mise en œuvre du FADEC Affectée	UGF
28	Modèle de convention de financement Investissements communaux 2013	UGF
29	Coordination finalisation du rapport de l'atelier FNDA de Grand-Popodu 19 au 21 juin 2012	UGF
30	Projet de statut et de décret de création du Fonds national de développement agricole (adopté par le groupe de travail ONS-FAIA-PADA)	UGF
31	Proposition de liste de marchés publics 2012 (finalisé et adopté par l'équipe FAIA)	UGF
32	Proposition de liste de marchés publics 2013 (validée par le responsable FAIA et attaché au Kit de planification du MAEP)	UGF

33	Contribution à la formulation du Kit de planification FAIA pour le budget national MAEP et MDAEP 2013, avec appui à l'AG pour la planification financière détaillée du budget FAIA 2012-2016	UGF
34	Grille et méthodologie de collecte des informations pour la caractérisation sommaire des entrepreneurs agricoles dans l'Atacora-Donga et le Mono-Couffo	UGF
35	Termes de référence pour le diagnostic complémentaire de la demande et de l'offre de services non financiers/BDS et formulation d'un plan d'appui-conseil aux entrepreneurs agricoles dans 25 communes et 4 départements du Mono-Couffo et Atacora-Donga	UGF
36	Termes de référence diagnostic complémentaire et actualisé sur l'adéquation entre la demande et de l'offre de financement au secteur agricole dans les Départements du Mono-Couffo et Atacora-Donga	UGF
37	Rapport de mission 19 au 21 septembre 2012 dans l'atacora-Donga sur la structuration des organisations de producteurs et les services non financiers	UGF
38	Proposition de réponses à l'ONS/MAEP aux remarques du MDAEP sur le FNDA (Modifiée et adoptée par le groupe de travail ONS-FAIA-PADA)	UGF
39	Coordination finalisation du rapport de l'atelier FNDA de Grand-Popodu 19 au 21 juin 2012	UGF
40	Projet de statut et de décret de création du Fonds national de développement agricole (adopté par le groupe de travail ONS-FAIA-PADA)	UGF
41	Proposition de liste de marchés publics 2012	UGF
42	Proposition de liste de marchés publics 2013 (validée par le responsable FAIA et attaché au Kit de planification du MAEP)	UGF
43	Contribution à la formulation du Kit de planification FAIA pour le budget national MAEP et MDAEP 2013, avec appui à l'AG pour la planification financière détaillée du budget FAIA 2012-2016	UGF
44	Grille et méthodologie de collecte des informations pour la caractérisation sommaire des entrepreneurs agricoles dans l'Atacora-Donga et le Mono-Couffo	UGF
45	Termes de référence pour le diagnostic économique territorial dans 25 communes et 4 départements du Mono-Couffo et Atacora-Donga	UGF
46	Termes de référence pour le diagnostic institutionnel et organisationnel dans 25 communes et 4 départements du Mono-Couffo et Atacora-Donga en matière de DEL	UGF
47	Termes de référence pour le diagnostic institutionnel et organisationnel des CeRPAs et CeCPAs en matière d'appuis-conseils aux communes	UGF
48	Document de stratégie du financement transitoire des opérateurs privés	

5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Indiquer dans les différents rapports annuels des projets les taux d'exécution physique et financière	Q1 2012	Q4 2012	Rapport annuel	UGF	Rédaction rapport annuel	UGF	25/01	réalisé	réalisé
Prendre en compte dans l'ensemble des projets le genre dans le cadre de l'exécution des activités programmées	Q1 2012	Q1, Q2, Q3, Q4 2012	Rapports d'avancement, Compte, rendu, outils	Equipe FAIA	Suivi, intégration	Equipe FAIA	Q2 2012	Réalisé et suivi	Mise en œuvre
Indiquer dans les différentes programmations des projets des chronogrammes d'exécution	Q1 2012	Q2 2012	Programmation opérationnelle	UGF	Programmation opérationnelle	UGF	Q2 2012	Réalisé	Réalisé
Appliquer les recommandations des différentes missions d'audit par les équipes de projet concernées à travers une feuille de route dûment établie	Q1 2012	Q2 2013	Comptabilité	RAF, AG, UGF	Vérification mensuelle,	UGF	Q2 2012	Réalisé et suivi	Mise en œuvre
Assurer la gestion appropriée de risques afin d'anticiper les cas de fraudes	Q1 2012	Q1, Q2, Q3, Q4 2012	Compte rendus	UGF	Actualisation, mise en œuvre	UGF	Q2 2012	réalisé	Mise en œuvre